

EDITO

PAR KHALED GAJJJ
PRÉSIDENT DES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Dans le vacarme de cette campagne présidentielle, l'écologie est la grande absente des débats et des médias. Alors que les températures ne cessent d'augmenter et que Total annonçait il y a quelques semaines des bénéfices nets de 14 milliards d'euros sur l'année 2021, il est primordial que le gouvernement réagisse et que les candidat·es à l'élection prennent enfin la mesure de l'urgence.

La présidence française au Conseil de l'Union européenne est, dans ce cadre, une opportunité unique pour engager dès maintenant des mesures ambitieuses de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle européenne. Il est impératif qu'Emmanuel Macron, pendant ces six mois de présidence du Conseil de l'UE, promeuve des mesures à la hauteur des objectifs européens de réduction d'au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et de neutralité carbone d'ici 2050.

Les citoyen·nes, eux, n'attendent pas pour se mobiliser. Des marches ont ainsi eu lieu partout en France le 12 mars, afin de constituer un mouvement d'ampleur pour l'écologie populaire et créer une dynamique citoyenne en vue des élections et au-delà.

Aux Amis de la Terre, nous luttons au niveau national comme au niveau local pour faire naître des futurs désirables et concrétiser chaque jour un peu plus les sociétés soutenables. Ces luttes sont rendues possibles grâce à vous à votre soutien sans faille, dont je vous remercie sincèrement. C'est grâce à vous que nous restons indépendants et c'est également grâce à vous que nous relèverons les défis que nous réserve l'année 2022, dans notre combat pour plus d'écologie et de justice sociale.

EN CHIFFRES

4800
C'est le nombre d'emplois détruits dans le secteur de l'habillement en 2019, avec l'essor du e-commerce.

PAR OLIVIER GUÉRIN / RESEAU ACTION CLIMAT

14 milliards d'euros
Ce sont les bénéfices nets annoncés par Total pour l'année 2021.

50,7° celsius
C'est la température enregistrée en Australie au mois de janvier 2022.

Quels enjeux pour la présidence française au Conseil de l'UE ?

Depuis le 1^{er} janvier, la France préside les discussions au Conseil de l'UE, l'un des deux organes législatifs de l'Union européenne. Ce rôle confié pendant six mois est une opportunité unique pour faire avancer de manière ambitieuse le paquet législatif « Fit for 55 » présenté par la Commission européenne, qui propose des lois pour respecter l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici 2030, et celui de la neutralité carbone dans l'UE d'ici 2050. Pour y parvenir, l'UE doit mettre en œuvre des mesures fortes pour le climat, et ce sans attendre.

Afin de financer ce paquet climat et de donner les moyens d'accélérer la transition écologique en Europe, il faut également réformer le Pacte de Stabilité et de Croissance. En effet, ces règles budgétaires arbitraires (dont la « règle des 3% ») empêchent d'investir massivement dans la transition écologique.

La présidence française au Conseil de l'UE ayant lieu en pleine période de campagne électorale, Emmanuel Macron fait tout pour verdir un bilan environnemental peu reluisant. Au lieu de n'aborder le climat qu'à travers des mesures extérieures (comme la loi sur la déforestation importée) et de promouvoir de fausses solutions (telles que le gaz fossile et le nucléaire), il est crucial qu'Emmanuel Macron prenne la mesure de l'urgence environnementale et soutienne enfin des mesures cohérentes avec les objectifs climatiques fixés par l'UE.



DU CÔTÉ DE L'INTERNATIONAL

DU CÔTÉ DES GROUPE LOCAUX



L'ACTU DU TRIMESTRE

PAR JULIA ORAIN / LES AMIS DE LA TERRE FRANCE

Les Amis de la Terre Val d'Oise et la Fresque du Climat organisent des ateliers de sensibilisation !

Les Amis de la Terre s'engagent par leurs actions, mais aussi par la pédagogie et la formation. Conscient·es de la nécessité de provoquer un décalage face aux problématiques cli-

matiques et environnementales, nous avons étudié et mis à l'essai différents formats d'ateliers visant à vulgariser des données scientifiques parfois complexes. Deux formats ont particulièrement retenu notre attention : la « Fresque du Climat » et le kit « Inventons Nos Vies Bas Carbone ». Leur durée courte, variant de 30 minutes à 3 heures, les interactions et questions qu'ils soulèvent et leurs variantes accessibles aux plus jeunes nous permettent de toucher un large public. Nous avons ainsi eu l'occasion de sensibiliser de nombreux citoyen·nes.

Notre intention pour la suite : sensibiliser les personnels municipaux, les encourager à proposer plus largement ces ateliers aux habitant·es et ainsi accélérer une prise de conscience généralisée.

3 QUESTIONS À LUCIE LECLAIR, AUTRICE DU LIVRE HOLD-UP SUR LA TERRE

(SORTI LE 11 FÉVRIER)



POUVEZ-VOUS NON PRÉSENTER LE SUJET DE VOTRE LIVRE ?

Aujourd'hui, des industries agroalimentaires achètent des milliers d'hectares en France et s'accaparent la terre, note bien le plus précieux. Cette situation de concurrence déloyale est causée par une flambée des prix du foncier, qui exclut les paysan·nes des potentiels acquéreurs. En effet, des grandes puissances telles que Fleury Michon, Chanel ou Auchan achètent d'immenses surfaces de terres agricoles, qui deviennent alors une composante comme une autre dans la structure du groupe. Les fermes sont gérées à distance et les agriculteur·ices deviennent de simples ouvriers salariés d'une ferme dont ils ne sont plus les décideurs. Ce phénomène, à l'œuvre depuis le début des années 2010, tue à petit feu le savoir-faire paysan, mais aussi notre souveraineté alimentaire à tous. L'accaparement des terres agricoles par des puissances indus-

trielles favorise en effet une agriculture productiviste, appliquant des monocultures standardisées et mécanisées.

COMMENT VOTRE PROJET DE LIVRE EST-IL NÉ ET COMMENT VOTRE ENQUÊTE S'EST-ELLE DÉROULÉE ?

Je suis journaliste indépendante et je m'intéresse depuis 10 ans à l'agriculture. Un jour, j'ai rencontré un jeune qui cherchait à acheter des terres pour s'installer en tant qu'agriculteur, mais il n'a jamais trouvé car les prix des terres étaient inabordable. Seuls des leaders de l'agroalimentaire pouvaient se les offrir. J'ai souhaité enquêter et mettre la lumière sur le sujet, car je me suis aperçue qu'il existait une véritable omerta dans le milieu et que les citoyen·nes n'en étaient pas du tout informés. J'ai été confrontée à un terrain d'enquête très difficile : les agriculteur·ices ne voulaient pas en parler et les Safer (sociétés d'aménage-

ment foncier et d'établissement rural) m'ont soigneusement évitée.

QUELLES SOLUTIONS POURRAIENT-ELLES ÊTRE ENVISAGÉES POUR INVERSER LA TENDANCE ?

À leur création en 1960, les Safer étaient les autorités chargées de veiller à ce que la terre reste aux agriculteurs. Elles défendaient l'idée que la terre n'est pas un bien comme un autre, qu'elle est l'assurance de l'approvisionnement alimentaire de la France. Peu à peu, la fonction originelle des Safer a été détournée, par manque de moyens juridiques et financiers. Les Safer bénéficient de moins en moins d'argent public et ne peuvent donc plus remplir leur rôle de régulateur.

Une modernisation des Safer est indispensable pour faire face à l'évolution du marché foncier. Avec une vraie volonté politique et une sensibi-

lisation des élus sur le sujet, le marché des terres agricoles pourrait être mieux encadré et régulé.

Sur les 26,7 millions d'hectares agricoles en France, on ne sait pas combien sont possédés par des groupes industriels. Cette opacité agit comme un allié des puissances industrielles, elle entretient le phénomène d'accaparement. Avec une réglementation ouvrant pour plus de transparence du marché des terres agricoles, l'État pourrait limiter le problème et ainsi, protéger l'emploi agricole et encourager une vraie transition agro-écologique.

La terre n'est pas un bien comme un autre. C'est une denrée précieuse, aujourd'hui c'est notre indépendance alimentaire qui est en jeu. Le monde agricole est vieillissant et d'ici 10 ans, la moitié des agriculteurs français seront partis à la retraite. Nous devons impérativement nous poser la question de qui seront les agriculteurs de demain.

LE DOSSIER

LE CLIMAT,

parent pauvre des débats de la campagne présidentielle

ALORS MÊME QUE L'ENVIRONNEMENT RESTE PHARE LES PRÉOCCUPATIONS PRINCIPALES DES FRANÇAIS, LE SUJET DE L'URGENCE CLIMATIQUE EST LE GRAND ABSENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE. C'EST POURQUOI LES AMIS DE LA TERRE ONT CRÉÉ, AVEC ALTERNATIBA ET ANV-COP21, UN PLAN DE REVENDICATIONS NOMMÉ « LE PLAN A », DANS LE BUT DE CONSTITUER UN MOUVEMENT SOCIAL DE GRANDE AMPLÉUR EN VUE DES ÉLECTIONS.

DATES À RETENIR

Le premier tour des élections présidentielles se déroulera le **10 avril 2022**

du **28 mars** (début officiel de la campagne) au **8 avril**,

les médias seront tenus de consacrer la même exposition à tous les candidat·es



© Baptiste Meure-Bartjon

QUE FAIT LE MOUVEMENT CLIMAT ?

Après un quinquennat pourtant marqué par les mobilisations climat et par celles des gilets jaunes, les candidat·es à l'élection présidentielle et les médias semblent à nouveau atteints d'une forme d'amnésie. Le débat, noyé par la pandémie et dicté par l'agenda d'extrême droite, se vide de sa substance. A croire que les médias et les candidat·es au mandat présidentiel ne considèrent pas nos vies ni nos conditions d'existence.

Quel que soit le résultat du scrutin, ce quinquennat sera déterminant pour le climat. Alors que les deux derniers volets du GIEC viennent d'être publiés, nous n'avons plus le luxe d'assister passivement à ces élections.

Avec Alternatiba et ANV-COP21, nous connaissons l'impératif de mettre le climat et la justice sociale au centre du dé-

bat et de construire un rapport de force favorable au camp progressiste. Il s'agit de commencer à constituer le mouvement social qui devra se poursuivre à l'issue du scrutin présidentiel. Pour cela nous avons construit un calendrier de mobilisations, mais aussi un plan de revendications simples, radicales et justes :

- la mise en œuvre d'un grand plan de rénovation thermique ;
- la création d'une sécurité sociale alimentaire ;
- la garantie de création de 2 millions d'emplois verts ;
- la taxation progressive du capital pour les entreprises les plus riches.

Ce plan de revendications s'appelle « le plan A » (leplan-a.com), car nous n'avons pas de planète B. Ce plan sera diffusé dans les médias et dans la rue. C'est pourquoi depuis février, des actions « coup de poing » ont lieu partout en France pour mettre en lumière les candidat·es dangereux pour le climat. De même, le 12 mars, des marches Look Up (en hommage au film Don't look up, dénonçant le déni climatique) ont eu lieu partout en France pour lancer une grande dynamique qui se poursuivra jusqu'au premier tour et au-delà.

Nous pouvons d'ores et déjà construire une écologie populaire. Soyons nombreuses et nombreux à faire de cette élection un moment crucial pour inflechir le changement climatique et mettre nos vies au centre du débat !

LES GRANDES MESURES POUR VÉRITABLEMENT CHANGER DE CAP

Il est évident que la crise climatique que nous vivons a un impact réel sur nos vies et celles des plus précaires. La hausse du chômage, l'exploitation des plus précaires et l'instrumentalisation de nos peurs par l'extrême droite font des femmes, des personnes issues des milieux populaires et de celles issues de l'immigration, les personnes les plus exposées dans ce climat délétère. En conséquence, nous devons agir dès maintenant.



VIVRE MIEUX AUJOURD'HUI

Alors que les premières victimes du dérèglement climatique se trouvent déjà en fîdée de précarité, des mesures doivent être prises aujourd'hui pour offrir enfin des conditions de vie dignes aux 12 millions de personnes pauvres en France (source Insee).

Justice écologique et justice sociale ne peuvent se passer l'une de l'autre. C'est pourquoi nous exigeons la mise en place d'une Sécurité Sociale Alimentaire, pour rendre enfin accessible une alimentation saine et écologique à toutes et tous. Cette mesure universelle aura un impact direct sur nos vies et notre santé, tout en accélérant la transformation de l'agriculture vers une activité soutenable pour la planète et pour les paysan·nes. De même, parce qu'une personne sur cinq est en situation de précarité énergétique et dans un contexte de flambée durable du coût de l'énergie, un grand plan de rénovation thermique des bâtiments est à mettre en place d'urgence, pour un accès à un logement digne pour toutes et tous.

CONSTRUIRE UN AVENIR JUSTE ET SOUTENABLE

Avec 2,4 millions de personnes en chômage en France fin 2021 (source Insee), l'emploi doit être un enjeu crucial dans

le débat électoral. C'est par une garantie portée par l'État de la création de 2 millions d'emplois verts que nous pourrions à la fois entamer dès maintenant une transition écologique juste et répondre à la crise économique et à l'explosion du chômage qu'elle entraîne. Ce grand plan d'emplois permettrait le développement d'activités écologiques encore non rentables à ce jour, mais dans des secteurs dont nous avons clairement besoin : agriculture bio et permaculture, économie circulaire, énergies renouvelables, etc.

TAXER LES RESPONSABLES

Qui doit payer la transition écologique que nos dirigeants rechignent à mettre en place depuis des décennies ? Certainement pas les ménages les plus précaires, comme le gouvernement d'Emmanuel Macron a voulu le faire avec une taxe carbone sans mécanisme de compensation et de redistribution. Nous dénonçons une instrumentalisation de l'écologie par les puissants, qui tentent de faire reposer la culpabilité du dérèglement climatique sur les individus quand les multinationales continuent de polluer en toute impunité. En 2020, les multinationales ont continué de verser des dividendes : 36 milliards d'euros versés à une poignée de privilégiés, quand le reste de la population voyait ses niveaux de vie et d'emplois réduits. Exigeons que les entreprises qui font du profit sur nos vies et sur le climat paient leur juste part, pour que nous puissions enclencher une transformation écologique et sociale. Nous proposons une taxation des

revenus du capital au même titre que les revenus du travail, de manière à revenir à une véritable et juste progressivité de l'impôt et de supprimer les cadeaux fiscaux accordés par Emmanuel Macron aux plus riches (via notamment la flat tax). Les revenus du capital concernent les personnes morales ou physiques, donc les entreprises sont concernées. Ces revenus du capital incluent les dividendes, mais aussi les loyers des logements locatifs qui sont des rentes foncières, les intérêts financiers et bancaires provenant de la rémunération d'un capital et les redevances associées à la détention de marques. Les grandes entreprises et les plus riches doivent payer à la hauteur de leurs revenus.

Aux côtés d'Alternatiba et d'ANV-COP21, nous mettrons toutes nos forces dans la construction d'un mouvement populaire visant à changer le système et ainsi faire émerger un monde juste et soutenable.

L'écologie que nous portons part de la réalité de nos vies. Ces données sont une occasion de les remettre à l'agenda politique. Dès maintenant, exigeons une société écologique, juste et inclusive basée sur des principes de dignité, de justice et d'égalité.

➔ leplan-a.com

INTERVIEW PATRICK CAVALIÉ, ARCHIVISTE AU MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET À L'ASSOCIATION POUR L'HISTOIRE DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT (AHPNE)

Les archives, mémoire de la protection du patrimoine naturel

LE GUIDE DES SOURCES EST TÉLÉCHARGEABLE ICI : bit.ly/3H4L8La

VOUS AVEZ RÉCEMMENT COORDONNÉ L'ÉLABORATION D'UN « GUIDE DES SOURCES », RASSEMBLANT DES ARCHIVES SUR L'ENVIRONNEMENT. COMMENT CE PROJET EST-IL NÉ ?

Ce projet est né il y a vingt ans, lorsqu'au Ministère nous avons eu l'idée de créer un site internet rassemblant les descriptifs des archives liées aux dossiers sur l'environnement. Ce site a progressivement été enrichi, puis la création de l'AHPNE (Association pour l'Histoire de la Pro-

tection de la Nature et de l'Environnement) en 2011 a permis d'inventorier, en plus des archives départementales et nationales, des archives d'associations pour la défense de l'environnement.

Ce travail de longue haleine a abouti à la publication, en 2021, du Guide des sources. Ce guide, qui comprend environ 1000 pages, est la synthèse du site internet et répertoire ainsi les archives publiques (nationales et départementales) et sources privées (fournies notamment par des associations de la protection de la nature et de l'environnement, dont les Amis de la Terre). Il est évolué et vise à constituer une base de données la plus complète possible.

COMMENT VOTRE DÉMARCHE S'INSCRIT-ELLE DANS LE COMBAT POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ?

Les archives sont la mémoire du futur. En structurant et en organisant l'information et la diversité de données disponibles, mon travail permet de faciliter l'accès à la connaissance, de la rendre plus lisible pour quiconque s'intéressant à l'environnement. L'accès à l'information, facilité grâce au travail des archivistes, offre aux citoyen·nes l'opportunité de mener un débat public éclairé.

COMMENT VOTRE MILIEU D'ARCHIVISTE S'ADAPTE-T-IL AU NÔTRE ASSOCIATIF ?

Hormis l'archivage de documents (papiers ou numériques), nous travaillons de plus en plus avec des pionniers du mouvement écologiste pour réaliser progressivement des entretiens audio et les enregistrer. Ce sont aussi ces acteurs-là qui font l'Histoire. Leurs vlogs racontent les prémices des luttes écologistes, elles précèdent des archives extrêmement précieuses qu'il est primordial de sauvegarder et de rendre accessibles à toutes et à tous.

RESSOURCES.HISTOIRE-ENVIRONNEMENT.ORG CAVALIEPATRIC@GMAIL.COM

DU CÔTÉ DES ALTERNATIVES



Une transition juste pour les salarié·es du pétrole et du gaz en France ?

PAR ANNA-LENA REBAUD / CHARGÉE DE CAMPAGNE CLIMAT ET TRANSITION JUSTE

Face au changement climatique et l'urgence à réduire drastiquement notre consommation d'énergies fossiles, le secteur pétrolier et gazier est voué à connaître de profondes transformations. Le secteur, par ailleurs instable, a subi de multiples crises depuis 2009 qui ont durement touché les salarié·es.

Pourtant, les plans de transition des entreprises sont soit inexistantes, soit insuffisants au regard de l'urgence à agir. L'État, actionnaire de plusieurs entreprises pétrolières et gazières françaises, tarde à mettre en place une vraie politique industrielle. À la raffinerie de Grandpuits, Total utilise même la transition énergétique comme prétexte à la casse sociale.

Les salarié·es, premier·es concerné·es par l'instabilité du secteur et les transformations qu'il

va inévitablement subir, ne sont pas consultés. C'est pourquoi nous avons mené, aux côtés de l'Institut Rousseau et de l'Institut Veblen, une enquête auprès des travailleur·ses.

Cette enquête a révélé une conscience aiguë du changement climatique et de la crise du secteur. De nombreux salariés·es sont prêts·es à se reconverter hors du pétrole et gaz, mais rencontrent des obstacles (manque de formation, coût...). Beaucoup sont critiques des actions de leur entreprise et 2/3 estiment que l'État n'agit pas suffisamment pour le secteur.

Retrouvez les résultats dans notre rapport « Pour une transition juste : visions et attentes des travailleur·ses du secteur pétrolier et gazier ».

➔ bit.ly/3HFM15

EN BREF



Les femmes, premières victimes face à l'impunité des multinationales

PAR LETICIA PARRANOS / LES AMIS DE LA TERRE INTERNATIONALE

La Journée des droits des femmes, le 8 mars, a été l'occasion de revenir sur le rôle des femmes dans la lutte contre l'impunité des multinationales dans leurs pratiques systémiques de violations des droits humains et d'atteintes à l'environnement.

Si l'on sait que les activités des multinationales à l'étranger sont souvent synonymes de violences et de dégradation des ressources naturelles, il faut rappeler que la surexploitation des femmes (exploitation du travail comme exploitation sexuelle) est également monnaie courante.

Cette réalité, subie notamment dans les pays du Sud, est source d'une implication forte des femmes dans la résistance. L'effondrement, en 2013, du Rana Plaza au Bangladesh en est un exemple frappant. Parmi les 1138 personnes tuées, 80% étaient des femmes. Toutes travaillaient dans des conditions insalubres et à des bas salaires, pour des marques de l'industrie textile telles que H&M, C&A et Benetton.

Ainsi, ce sont des femmes qui luttent au quotidien contre le capitalisme et le colo-

DU CÔTÉ DE LA RÉSISTANCE

nialisme rampants dans leurs communautés. Partout, elles mènent le combat pour une société plus juste, pour la fin de la violence et de l'exploitation sexuelle, pour le logement, l'accès à la nourriture et à l'eau. Qu'elles soient juristes, syndicalistes ou leaders écologistes, elles sont à l'avant-garde de la lutte, en rupture avec les normes du droit international pour démanteler ce système capitaliste, raciste et patriarcal, incarné par la brutalité des multinationales.

De nombreux défis restent à relever pour construire un traité international contraignant et ambitieux, qui soit enfin capable de mettre un terme à l'impunité des multinationales. Le rôle des femmes dans ce processus onusien reflète toute la lutte historique et l'organisation politique féministe pour construire, un monde qui mette la vie au centre, et non le profit. Ainsi, nous continuerons à nous battre pour que le droit international avance et soit efficace, pour réduire l'asymétrie des pouvoirs entre les multinationales et les peuples, afin de créer de meilleures conditions d'existence.

➔ bit.ly/3JXm6Xh

Oui, je soutiens les actions des Amis de la Terre !

FAIRE UN DON